

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202193]

14 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et modifiant l'annexe X dudit règlement;

Vu le règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.11, D.13, D.104, D.107, D.241 à D.243 et D.251;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2018;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 20 décembre 2018;

Vu le rapport du 19 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 65.282/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la notification faite par la Belgique le 1^{er} août 2018 en application de l'article 46, paragraphe 8, du règlement n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs*

Article 1^{er}. L'article 8, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs est complété par un 5°, rédigé comme suit :

« 5° les surfaces de jachère mellifères. ».

Art. 2. Dans l'article 48, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par un 8°, rédigé comme suit :

« 8° les surfaces de jachères mellifères »;

2° l'alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 octobre 2018 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, est remplacé par ce qui suit :

« Pour les surfaces visées à l'alinéa 1^{er}, 7°, l'utilisation de produits phytosanitaires est interdite, sauf pour la première année au cours de laquelle l'espèce est implantée par un agriculteur. Le Ministre interdit l'utilisation d'engrais minéraux ou fixe des exigences à cet égard. Les contraintes concernant l'usage d'engrais minéraux et de produits phytosanitaires sur ces surfaces s'appliquent à partir du 1^{er} janvier 2019. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 53/1, rédigé comme suit :

« Art. 53/1. En application de l'article 45, § 2, du Règlement n° 639/2014, pour les surfaces de terres mises en jachère et les surfaces de jachères mellifères composées d'espèces riches en pollen et en nectar, le Ministre fixe la période pendant laquelle la terre est conservée en jachère.

Pour les surfaces de jachères mellifères, le Ministre dresse une liste des espèces riches en pollen et en nectar à utiliser.

Le Ministre peut définir les exigences supplémentaires visées dans ce même article. ».

Art. 4. Dans l'article 60, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « à cinquante euros » sont remplacés par les mots « à quatre-vingt euros »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En fonction des disponibilités budgétaires, le Ministre peut indexer, en janvier de chaque année, les montants déterminés à l'alinéa 2 sur base de l'indice santé en base 2013, en multipliant ces montants par l'indice santé de janvier de l'année précédente divisé par l'indice santé de janvier l'année 2018. ».

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture*

Art. 5. Dans l'article 20, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017 modifiant divers arrêtés en matière d'aides agricoles, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « décembre de l'année précédente » sont remplacés par les mots « janvier de l'année précédente »;

2° les mots « décembre de l'année 2015 » sont remplacés par les mots « janvier de l'année 2015 ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 6. Les articles 1^{er} et 3 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 7. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt,
de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202193]

14. MÄRZ 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 639/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Änderung des Anhangs X der genannten Verordnung;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.11, D.13, D.104, D.107, D.241 à D.243 und D.251;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft;

Aufgrund der am 19. November 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 22. November 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 20. Dezember 2018 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 19. November 2018;

Aufgrund des am 25. Februar 2019 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 65.282/4;

Aufgrund der Mitteilung Belgiens vom 1. August 2018 in Anwendung von Artikel 46 Paragraph 8 der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

*KAPITEL I — Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung
vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte*

Artikel 1 - Artikel 8 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte wird durch eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“5° für Honigpflanzen genutzte brachliegende Flächen.”.

Art. 2 - In Artikel 48 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“8° für Honigpflanzen genutzte brachliegende Flächen.”;

2° Absatz 2, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Oktober 2018 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, wird durch das Folgende ersetzt:

“Für die in Absatz 1 Ziffer 7 angeführten Flächen ist die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln verboten, mit Ausnahme des ersten Jahres, in dem die Art von einem Landwirt angepflanzt wird. Der Minister verbietet die Verwendung von mineralischen Düngemitteln oder er legt Anforderungen für deren Verwendung fest. Die Einschränkungen für die Verwendung von mineralischen Düngemitteln und Pflanzenschutzmitteln auf diesen Flächen gelten ab dem 1. Januar 2019.”.

Art. 3 - In denselben Erlass wird ein Artikel 53/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 53/1 - In Anwendung von Artikel 45 § 2 der Verordnung Nr. 639/2014 bestimmt der Minister für die brachliegenden und die für Honigpflanzen genutzten brachliegenden Flächen, die aus pollen- und nektarreichen Arten bestehen, den Zeitraum, während dem die Flächen brachliegen müssen.

Bezüglich der für Honigpflanzen genutzten brachliegenden Flächen legt der Minister eine Liste der zu verwendenden pollen- und nektarreichen Arten fest.

Der Minister kann die in demselben Artikel genannten zusätzlichen Anforderungen festlegen.”.

Art. 4 - Artikel 60 § 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 2 wird wie Wortfolge “von 50 Euro” durch die Wortfolge “von 80 Euro” ersetzt;

2° er wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Je nach den verfügbaren Haushaltsmitteln ist der Minister befugt, jedes Jahr im Januar die in Absatz 2 festgelegten Beträge auf der Grundlage des Gesundheitsindex (Basisindex: 2013) zu indexieren, indem diese Beträge mit dem Gesundheitsindex von Januar des vorigen Jahres, geteilt durch den Gesundheitsindex von Januar 2018, multipliziert werden.”.

KAPITEL II — *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft*

Art. 5 - Artikel 20 § 36 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017 zur Abänderung verschiedener Erlasse im Bereich Agrarbeihilfen abgeänderten Fassung wird wie folgt abgeändert:

- 1° die Wortfolge "Dezember des vorigen Jahres" wird durch die Wortfolge "Januar des vorigen Jahres" ersetzt;
- 2° die Wortfolge "Dezember 2015" wird durch die Wortfolge "Januar 2015" ersetzt.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 6 - Die Artikel 1 und 3 werden am 1. Januar 2019 wirksam.

Art. 7 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. März 2019

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche
Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202193]

14 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 houdende uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de beroepsopleiding in de landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op verordening (EU) nr.1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008;

Gelet op verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde verordening (EU) nr. 639/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot wijziging van bijlage X bij die verordening;

Gelet op Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.11, D.13, D.104, D.107, D.241 à D.243 en D.251;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 houdende uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 november 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 november 2018;

Gelet op de overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale Overheid van 20 december 2018;

Gelet op het rapport van 19 november 2018, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 65.282/4 van de Raad van State, gegeven op 25 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de notificatie door België d.d. 1 augustus 2018 overeenkomstig artikel 46, paragraaf 8, van Verordening nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit:

HOOFDSTUK I. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers

Artikel 1. Artikel 8, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

“5° braakoppervlakten met drachtplanten.”.

Art. 2. In artikel 48 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 8°, luidend als volgt :

“8° braakoppervlakten met drachtplanten”;

2° het tweede lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 oktober 2018 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, wordt vervangen door wat volgt :

« Voor de oppervlakten bedoeld in het eerste lid, 7°, is het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen verboden, behalve in het eerste jaar waarin de soort door een landbouwer wordt aangeplant. De Minister verbiedt het gebruik van minerale meststoffen of stelt eisen aan het gebruik ervan. De beperkingen op het gebruik van minerale meststoffen en gewasbeschermingsmiddelen op deze oppervlakten gelden vanaf 1 januari 2019. ».

Art. 3. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 53/1, luidend als volgt:

“Art. 53/1. Overeenkomstig artikel 45, § 2, van Verordening nr. 639/2014, bepaalt de Minister voor de braakgelegde grondoppervlakten en de braakoppervlakten met drachtplanten, samengesteld uit soorten die rijk zijn aan stuifmeel en nectar, de periode van braaklegging van de grond.

Voor de braakoppervlakten met drachtplanten maakt de Minister een lijst op van de soorten die rijk zijn aan te gebruiken stuifmeel en nectar.

De Minister kan de bijkomende eisen bedoeld in dit artikel bepalen. »;

Art. 4. In artikel 60, § 2, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden « op 50 euro » vervangen door de woorden « op 80 euro »;

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« In functie van de beschikbare begrotingsmiddelen, kan de Minister, in januari van elk jaar, de in het tweede lid vastgestelde bedragen indexeren op basis van de basisgezondheidsindex 2013, door deze bedragen te vermenigvuldigen met de gezondheidsindex van januari van het voorgaande jaar gedeeld door de gezondheidsindex van januari van het jaar 2018. ».

HOOFDSTUK II. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 houdende uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de beroepsopleiding in de landbouw

Art. 5. In artikel 20, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 houdende uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017 tot wijziging van verschillende besluiten inzake landbouwsteun, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « december van het voorgaande jaar » worden vervangen door de woorden « januari van het voorgaande jaar »;

2° de woorden « december van het jaar 2015 » worden vervangen door de woorden « januari van het jaar 2015 ».

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 6. De artikelen 1 en 3 hebben uitwerking op 1 januari 2019.

Art. 7. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 maart 2019.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke
Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN